

CNAS

20 décembre 2017

finances Solidaires



Déclaration liminaire

Après plus de 6 mois d'une nouvelle présidence inscrite sous l'ère MACRON, un président qui souhaite changer le pays, il faut bien se rendre à l'évidence : les fonctionnaires ont été maltraités lors de la précédente mandature, ils seront laminés par celle qui s'est engagée. C'est malheureusement un choix politique fort qui n'épargnera pas nos ministères économiques et financiers (MEF) et toutes leurs directions.

En matière d'évolution des effectifs, les choix du Président de la République sont clairs. Ce seront plus de 20 000 suppressions d'emplois aux MEF durant le quinquennat ! Alors, ajoutées aux 35 000 suppressions déjà subies depuis 15 ans, nous avons là le plus grand plan de licenciement que la France ait connu depuis 15 ans.

Pour ce faire, tous les moyens seront mis en œuvre pour faire de nos directions et de la DGFIP en particulier des plate-formes de données dans un État plate-forme : traitement de données, numérisation, bases nationales interconnectées, périmètre de missions revisité, éclatement des structures, dynamitage des repères et des agents... nous risquons d'être confrontés à des directions Ubérisées avec des agents également Ubérisés qui devront être adaptables et malléables.

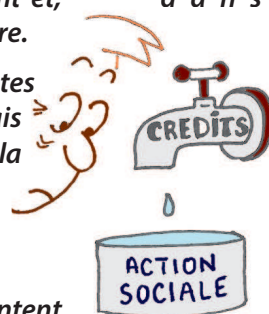
L'avenir immédiat est effrayant, angoissant, déstabilisant et, dans ces conditions, l'Action Sociale devient un refuge nécessaire.

Le budget de l'action sociale pour 2018, de 134,5 M€, certes en augmentation de plus de 4M€ par rapport à 2017... mais en retrait par rapport à 2015, ne nous rassure pas dans la mesure où il n'est pas sanctuarisé. Nous l'avons vu ces dernières années. Malheureusement ce budget ne permettra aucune action nouvelle.

S'agissant de la restauration, dont les dépenses représentent près de 47 % du budget, **Solidaires Finances** a de fortes inquiétudes quant à la pérennité des structures de restauration.

Le groupe de travail spécifique restauration du 1er mars 2017 a permis d'élaborer des stratégies pour les structures de restauration collective dans un dialogue social constructif impliquant membres du CNAS, Secrétariat Général, DGFIP.

Si on a pu ressentir une volonté de dialogue de la part du Secrétariat Général dans les instances nationales, la réalité sur le terrain quand on est confronté à la DGFIP localement est toute autre, celle-ci faisant fi de toutes les recommandations.





Solidaires Finances les plus grandes inquiétudes quant au devenir des structures de restauration dès lors que celles-ci sont face à un problème de personnel, départ d'un « Berkani », mise en liquidation judiciaire d'un prestataire etc.

La DGFIP s'oriente vers une fermeture systématique de ces structures au mépris de l'intérêt des agents dans un manque total du respect de leurs conditions de vie au travail. Nous reviendrons sur ce sujet dans cette instance avec des exemples concrets.

S'agissant du logement, *Solidaires Finances* souhaite un rehaussement des barèmes des prêts ainsi que l'augmentation des sommes prêtées afin de mieux répondre aux besoins des agents. Par ailleurs, *Solidaires Finances* demande une politique plus dynamique de réservation de logements en province et dans les départements et collectivités d'outre-mer.

Enfin, *Solidaires Finances* exige que le prêt aux études, qui est loin d'avoir le succès escompté par le Secrétariat Général, soit transformé en une aide aux études non remboursable, à l'instar de ce qui se pratique dans d'autres ministères.

S'agissant de l'aide à la parentalité et des places de crèches, *Solidaires Finances* constate une fois de plus la misère du nombre de berceaux proposés aux agents dont les besoins sont pourtant criants. *Solidaires Finances* exige une véritable prise en compte de cette problématique essentielle pour l'égalité femmes/hommes, avec des réservations conséquentes de berceaux.

Quant aux vacances-loisirs, *Solidaires Finances* constate que la subvention à EPAF est en diminution de 1,7M€ par rapport à l'année 2016 alors qu'EPAF dit faire face à des augmentations de tarifs que ce soit pour les achats de prestations pour séjours enfants ou familles, de transport, de denrées alimentaires etc. De plus, EPAF doit aussi assurer l'entretien de ses résidences et la diminution de la subvention compromet la pérennité d'EPAF.

Alors que les salaires des agents stagnent, qu'ils vont subir une hausse de CSG à peine compensée, ainsi que le jour de carence en cas de maladie, que *Solidaires Finances* réclame une grille tarifaire beaucoup plus favorable, en particulier pour les séjours enfants, EPAF augmente ses tarifs en haute saison, pénalisant ainsi les familles qui n'ont d'autre choix que de prendre leurs vacances à cette période.

Par ailleurs, s'agissant du futur site de la Saline qui devrait ouvrir au printemps 2018, *Solidaires Finances* s'insurge sur les propositions de tarifs d'EPAF qui sont une véritable provocation doublée d'un total mépris à l'égard des agents résidant à la Réunion.

Alors on s'interroge : ne serait ce pas encore un coup de la bande à Basile ? Dans cette affaire, on a envie de dire : « Faites vos vœux, rien ne va plus ! »

Les experts ultra-marins que nous avons convoqués vous feront part de leurs vœux tant pour les vacances-loisirs que pour les autres domaines de l'action sociale et nous comptons bien que ces vœux ne restent pas lettre morte. Mais le moment venu nous saurons bien vous rappeler leurs exigences pour tous les agents ultra-marins